

NHIEK Tioulong

CHRONIQUES KHMÈRES

Le Cambodge de 1845 à 1969

Annoté par Henri Locard
Préfacé par David Chandler

ISBN 978-2-494118-44-7
© Éditions GOPE, 74930 Scientrier, juillet 2026

www.gope-editions.fr

Relecture, correction : Antonya Tioulong, Néva Tioulong,
Saumura Tioulong, David Magliocco, Marie Armelle Terrien-Biotteau

Couverture : David Magliocco

Les photographies proviennent des archives personnelles de l'auteur

Le code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Préface	11
Qui fut Nhiek Tioulong ?	15
Introduction : contexte historique liminaire	23
Chapitre I : prologue	
Mort de S. M. Monivong et élection du prince Norodom Sihanouk	27
Le troisième homme : une histoire de contes de fées	28
Commencement du nouveau règne	31
1^{RE} PARTIE : LE PROTECTORAT FRANÇAIS	
Chapitre II : Ang Duong, roi du Cambodge	
Nature de la colonisation française	41
Ang Duong : figure de proue de la nouvelle dynastie (1845 – 1859)	46
Libération du territoire	46
Premier contact avec Napoléon III	48
Chapitre III : Norodom I^{er} (reg. 1860 – 1904)	
Un avènement contesté	51
Traité franco-khmer du 11 août 1863	54
Un couronnement plein de péripéties	55
L'exil de Sisowath à Bangkok et à Saïgon	56
La rébellion de Sivotha, d'Achar Sva et de Pô Kombor	56
Vers la fin du condominium franco-siamois au Cambodge	58
Réhabilitation de Sisowath & dix ans de paix et de tranquillité	59
Encore une réapparition de Sivotha	60
Commencement de friction entre la cour de Phnom Penh et le Protectorat	61
La fin de l'ère des amiraux	65
Tentative d'union douanière entre le Cambodge, la Cochinchine et l'Annam	66
Le coup de force de Charles Thomson et la Convention du 17 juin 1884	67
Première tentative d'administration directe par Charles Thomson et nouvelle insurrection	68

Création du gouvernement général de l'Indochine française	70
Affermissement des assises de l'Indochine française	73
Les dernières années du règne de Norodom	74

Chapitre IV : la dynastie des Sisowath

Le règne de Sisowath (1904 – 1927)

Controverse sur le problème de succession : naissance de la querelle des deux branches	77
Un règne d'entente cordiale franco-khmère	80
Amorce d'une économie khmère dans le cadre de l'économie indochinoise	89
L'affaire Bardez	91

Le règne de Sisowath Monivong (1927 – 1941)

Avènement de Monivong & déception des Norodom	93
Le roi Monivong (reg. 1927 – 1941)	97
Le Conseil des ministres	104

Chapitre V : les Administrations française et cambodgienne sous les règnes des rois Sisowath et Monivong (1904 – 1941)

L'Administration du Protectorat	109
L'organigramme de l'Administration coloniale	109
Les Forces armées françaises	113
La justice française	113
La santé publique	116
Le service de l'Enseignement	119
L'enseignement traditionnel : les écoles de pagode	122
L'École supérieure de pali	124
Le Domaine – La propriété foncière – Le cadastre	125
L'Administration cambodgienne	128
L'Administration khmère dans les provinces	129
Organisation de la commune cambodgienne	130
Compétence fiscale des notables communaux	131
Les cadres administratifs khmers	131
La justice cambodgienne	132

Chapitre VI : l'économie du Cambodge sous les règnes des rois Sisowath et Monivong (1904 – 1941)

L'agriculture	137
L'élevage	138

La pêche en eau douce	140
La pêche maritime	141
Le sel marin	142
L'exploitation forestière	143
L'artisanat	145
L'industrie	148
Le commerce	149
Les infrastructures : voies fluviales, maritimes, terrestres et aériennes	150
Les postes, télégraphe et téléphone	152
La presse et l'information	153
Le régime fiscal cambodgien	153
Finances et budget	155
Le Trésor	157

Chapitre VII : les différents groupes ethniques au Cambodge sous les règnes des rois Sisowath et Monivong (1904 – 1941)

La colonie française	159
La société khmère	162
L'ordre bouddhique	163
Les princes	165
Les fonctionnaires	166
Le règne des interprètes	167
Le peuple khmer	168
Les métis sino-cambodgiens	170
Les autres régnicoles	172
Les minorités ethniques étrangères	173
Les Chinois	174
Les Annamites	176

2^E PARTIE : L'ÈRE SIHANOUKIENNE

Chapitre VIII : le Cambodge sous Vichy (1941 – 9 mars 1945)

Le nouveau roi et son peuple	183
Remise à la Thaïlande des territoires de Battambang, Siemreap, Kompong Thom et Stung Treng	184
Remaniement du Conseil des ministres	185
Quelques changements et innovations apportés par le Gouvernement général au début du règne de Norodom Sihanouk	186

Le journal <i>Nagarawatta</i> , l'affaire Son Ngoc Thanh, Sim Var et Pach Chhoeun	189
L'affaire Monireth	198
Les réformes de Georges Gautier	201
Réforme du calendrier khmer	202
Romanisation de l'écriture	203
« Maréchal ! Nous voilà ! » – « Servir ? Toujours ! »	204
Contribution du Cambodge à l'économie de guerre de l'Indochine	205

Chapitre IX : les Japonais et le nationalisme khmer (1941 – août 1945)

Refroidissement des relations entre la Cour et le Protectorat français	209
L' <i>underground</i> de l'occupation japonaise	211
L'Attaque japonaise du 9 mars 1945	213
Prise en main par le Roi des pouvoirs de l'État	217
Le nouveau gouvernement	218
Inspection des provinces	223
Le retour de Son Ngoc Thanh et de Pach Chhoeun	224
Projet d'insurrection des Vietnamiens	226
Le putsch de Norodom Thôn	227
Éphémère gouvernement de Son Ngoc Thanh	233
Gouverneur de la ville de Phnom Penh	234

Chapitre X : retour de la France

Premier dialogue indirect avec l'amiral d'Argenlieu	237
Voyage secret du ministre de la Défense Khim Tith à Saïgon	239
Enlèvement de Son Ngoc Thanh	240
Reprise des relations franco-khmères	241
Modus vivendi provisoire du 7 janvier 1946	246
Les « retours de France » et formation des premiers partis politiques	248
Premier voyage de Sa Majesté Norodom Sihanouk en France	249
Séjour du Roi en France	250

Chapitre XI : démocratisation de la monarchie et nouvelles relations avec la France et l'Union indochinoise

Début des intrigues et des luttes électorales	255
Deuxième conférence de Dalat (août 1946)	258
La Constituante khmère	260
Premier gouvernement « constituant » démocrate de Youtévong	261

Réoccupation des territoires de Battambang	262
Les péripéties de la réoccupation	264
Un moment émouvant : la cérémonie des couleurs	266
Attaque des insurgés	266

Chapitre XII : évolution ou révolution dans la vie publique khmère (1947 – 1949)

Première Constitution khmère : 6 mai 1947	271
Évolution ou révolution dans la vie publique khmère	271
Mort de Youtévong et gouvernement Watchayavong de transition	273
Première scission du Parti démocrate et formation d'autres partis	274
Les péripéties de la première législature ou application de la vraie démocratie	276
Les négociations franco-khmères et franco-vietnamiennes	278
Le Traité du 8 novembre 1949	283
Création du secteur militaire khmer autonome	286
Commencement d'application du nouveau Traité	286

Chapitre XIII : l'insécurité au Cambodge : Le Vietminh et les Issaraks (1940 – 1952)

Les Khmers Issaraks et les Khmers-Vietminhs	289
Les forces de l'ordre	296
Les péripéties de la démocratie khmère	299
Les gouvernements sans Assemblée	300
Deuxième législature et le gouvernement Huy Kanthoul	302
Retour de Son Ngoc Thanh et perturbation de la situation politique	304
Le Roi prend les pleins pouvoirs	308
Assassinat du commissaire de la République Jean de Raymond	313
Événements internationaux et la guerre au Tonkin	314

Chapitre XIV : la « Croisade royale » pour l'indépendance nationale

Séjour de S. M. Sihanouk en France et sa campagne de presse autour du monde	319
Rupture des relations du Roi avec les autorités françaises	322
Vers les Accords de transfert de compétences du 17 octobre 1953	326
Lutte contre le Vietminh	329
Le désastre français de Diên Biên Phu – Internationalisation de l'affaire indo-chinoise – Accords de Genève du 20 juillet 1954	335
Les négociations khméro-nord-vietnamiennes	338

Les accords de Paris de décembre 1954 pour la liquidation du quadripartisme indochinois et fin de la souveraineté française en Indochine	341
Vers la fin de l'Union française	342

Chapitre XV : le Cambodge, royaume souverain et indépendant

Le Cambodge dans le monde moderne	343
L'abdication du Roi	345
Le Sangkum Reastr Niyum	348
Le Congrès national	350
Assemblées populaires provinciales	351
Réorganisation de la commune (<i>khum</i>)	352
L'Assemblée nationale	354
Le Haut Conseil du Trône	359
Le règne de S. M. Suramarit et de la reine Kossamak Nearireak	360
Nouvelles péripéties pour la succession au trône	361

Chapitre XVI : émergence du Cambodge dans le monde international et les péripéties de la politique extérieure khmère

Sihanouk catapulté sur la scène internationale	363
La neutralité cambodgienne	365
Initiatives diplomatiques du prince Sihanouk	368
Tensions avec le Vietnam du Sud	370
Le Cambodge et la France	373
Dégradation de la situation aux frontières avec le Vietnam et la Thaïlande	374
Visite du général de Gaulle et le discours historique de Phnom Penh (30 août – 3 septembre 1966)	378
Mouvement pendulaire de la politique extérieure du Cambodge	380

Chapitre XVII : épilogue

L'héritage du précédent règne et du Protectorat	387
Pose des premières pierres de la souveraineté nationale	390
Plan biennal et plan complémentaire	392
Le plan quinquennal Norodom Sihanouk (1960 – 1964)	394
Objectifs et réalisations	397
Quelques chiffres montrant les progrès dans les domaines de la santé publique et de l'éducation nationale	405

CHAPITRE XIV : LA « CROISADE ROYALE » POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Séjour de S. M. Sihanouk en France et sa campagne de presse autour du monde

À La Napoule, le Roi met au point un long mémorandum qu'il adresse le 5 mars 1953 au président de la République française, Vincent Auriol. Dans ce mémorandum, il décrit en détail la situation du Cambodge et conclut en affirmant que seule l'indépendance réelle du régime khmer sur le plan militaire, économique et financier, peut redresser l'extrême gravité de cette situation, regrouper les nationalistes et chasser le Viet-minh du pays.

Il révèle que :

- trois cinquièmes du Royaume sont entre les mains du Vietminh et des rebelles issarak ;
- le peuple khmer, épris de paix et d'indépendance, est de plus en plus perméable aux propagandes des rebelles ;
- Son Ngoc Thanh est considéré par une partie de l'élite de la population comme pouvant être le seul réaliser ce vœu : l'indépendance nationale ;
- la présence des troupes françaises de répression fournit à elle seule un redoutable argument à la propagande vietminh et issarak ;
- faute de moyens suffisants et d'efficacité, les forces khmères en viendront à pactiser avec les Issarak.

Sans réponse de l'Élysée, le Roi profite de la désertion du lieutenant Chan Sirath, de l'armée royale khmère, qui s'est rallié à Son Ngoc Thanh avec une section de quarante soldats et leurs armes, pour relancer le président de la République par une lettre du 18 mars pour réclamer le commandement militaire immédiat du pays sous peine de voir toute l'armée royale, présentement sous commandement français, se rallier en entier à Son Ngoc Thanh.

Le Président répond en invitant le Roi à déjeuner pour la semaine suivante, le 25 mars, et annonce la transmission du dossier au Gouvernement français pour étude.

Au déjeuner de l'Élysée du 25 mars, le Roi peut alors entretenir directement le Président de l'objet de son intervention et lui remettre des aide-mémoire sur les questions militaires, judiciaires, économiques, financières et sociales, et dans lesquelles il se borne à réclamer l'application immédiate des dispositions du Traité de novembre 1949, relatives à l'armée et à la justice.

Il se retire à Fontainebleau, en laissant au Premier ministre Penn Nouth, appelé à la rescousse de Phnom Penh, le soin de poursuivre les pourparlers avec le Gouvernement français, en compagnie de S. E. Leng Ngeth³³⁹, conseiller privé du Roi, et Sam Sary³⁴⁰, du cabinet Royal.

En l'absence de toute activité concrète dans la négociation, le Roi revient à la charge par sa lettre du 5 avril à l'Élysée. Le Gouvernement français répond en demandant au Roi de rentrer le plus rapidement possible au Cambodge. Sihanouk ne peut rentrer les mains vides. Cela, le Gouvernement français ne veut pas le comprendre.

Le 10 avril, S. M. Sihanouk quittera cependant la France. Mais au lieu de s'envoler directement vers Saïgon et Phnom Penh, il prendra le chemin des écoliers en se rendant au Canada et aux États-Unis. Letourneau, alors ministre des États associés, quelque peu inquiet du trajet inhabituel

³³⁹ **Leng Ngeth** (1900 – ca. 1975). Après le collège Sisowath et l'École d'administration cambodgienne, il étudie à l'École coloniale à Paris. Il entre dans la magistrature et devient finalement juge à la Cour d'appel. Après avoir accompagné Sihanouk à Paris en 1953, il devient son conseiller juridique. Il est président du Conseil des ministres de janvier à septembre 1955. Il sera ensuite ambassadeur en Union soviétique, Pologne, Tchécoslovaquie, puis la Chine en 1958 et au Laos en 1963.

³⁴⁰ **Sam Sary** (1917 – ca. 1963) fils de l'homme politique Sam Nhean. En 1939, il épouse In Em (1914 – 2001) qui fut la première femme bachelière au Cambodge et devint professeur de khmer au lycée Sisowath.

Avec Nhiek Tioulong, il joue un rôle pivot dans les négociations de Genève en 1954. Ils tiennent tête à Molotov, à Zhou Enlai et surtout à Pham Van Dong, ministres des Affaires étrangères de leurs pays. Ils ne firent aucune concession aux communistes, refusant la signature du Cambodge avant que toutes leurs exigences ne soient remplies, et le Vietminh dut quitter le Cambodge. C'est pour cette raison que les accords de Genève ne furent signés que le 21 juillet 1954 à l'aube et non le 20, date butoir promise par Mendès France.

Il fut ensuite un personnage crucial dans l'abdication de Sihanouk et la création du Sangkum en 1955. Il ouvrit l'ambassade du Cambodge à Londres. Grand admirateur du système bipartite anglais, son ambition était de l'introduire dans son pays. À son retour à Phnom Penh, il lança un journal d'opposition au Sangkum, *Rastrathipathey* (*Le Peuple au Pouvoir*) en décembre 1958. Le 9 janvier, il fonde un parti d'opposition : le Rassemblement des Khmers démocrates.

Le désastre français de Diên Biên Phu – Internationalisation de l'affaire indochinoise – Accords de Genève du 20 juillet 1954

L'année 1953 marque le tournant décisif des événements militaires en Indochine. Les activités opérationnelles vietminhs s'étendent désormais vers le Laos. L'offensive viet y débute en avril, marquée par la bataille de la plaine des Jarres et l'évacuation par les Français du chef-lieu de Sam Neua, à 200 km au nord-est de Luang Prabang.

En mai, le général Navarre remplace le général Salan³⁵¹. Il tente une opération sur Langson, ancienne importante base sur la route Coloniale N° 4, à mi-chemin entre Moncay et Caobang, abandonnée depuis trois ans par Carpentier au Vietminh. En novembre, Navarre occupe Diên Biên Phu, un poste perdu vers la frontière laotienne, à 300 km à vol d'oiseau de Hanoï. Il l'érige en place forte au moyen d'un pont aérien.

En février 1954, le Vietminh menace Luang Prabang, mais le mois suivant, il se lance brusquement à l'assaut de la place forte de Diên Biên Phu, assaut qui se terminera cinquante jours plus tard par la chute du camp retranché, le 7 mai 1954.

Depuis toujours, la France considère l'affaire indochinoise comme une affaire intérieure française. Il lui appartient à elle seule d'effectuer le règlement, à l'exclusion de toute intervention étrangère. En réalité, ce n'est qu'une vue de l'esprit, puisque, depuis des années, l'Union soviétique et la Chine sont intervenues de diverses manières, et, en dernier lieu, en fournissant au Vietminh des aides militaires et économiques massives et continues.

Du côté français, les États-Unis d'Amérique sont intervenus ouvertement, et de plus en plus massivement, pour fournir une aide militaire et économique aux forces militaires combattantes et aux autorités civiles françaises en Indochine.

³⁵¹ **Raoul Salan** (1899 – 1984) devint commandant en chef de l'armée française en Indochine après le décès du général de Lattre de Tassigny en 1952. Il dirigea ensuite les forces françaises en Algérie de 1956 à 1958. Il organisa le putsch du 21 avril 1962 à Alger et fut condamné à la prison à vie en 1962, mais amnistié en 1968.

Ce n'est qu'au début de 1954 que le gouvernement de Paris, voyant la mauvaise tournure que prennent les événements militaires, se décide à porter l'affaire indochinoise sur l'arène internationale. On profite de l'affaire de Corée, qui intéressa au premier chef les États-Unis, pour y inclure la question de l'Indochine. Les grandes puissances sont alors alertées. L'Union soviétique et la Grande-Bretagne sont sollicitées comme coprésidents d'une conférence à laquelle participeront la Chine de Mao Tsé-toung désormais toute-puissante sur le continent asiatique, depuis la fuite de Tchang Kai-chek vers Taïwan en 1949, ainsi, naturellement, que la France et son principal adversaire, le Vietminh de Hô Chi Minh et, enfin, le Cambodge et le Laos.

Le 25 avril 1954, s'ouvre à Genève la conférence dite « Conférence sur la Corée et l'Indochine ». Le 27 du même mois, la France reconnaît officiellement l'indépendance du Vietnam (du Sud) et le gouvernement de Saïgon.

Le 7 mai, Diên Biên Phu tombe. L'événement fait une très grosse impression à Genève. Mais, en Indochine, on s'y attendait depuis plus d'un mois. Le lendemain, on se hâte d'amorcer aussitôt les négociations sur l'Indochine. En fait, c'est une véritable réunion au sommet, car la conférence réunit presque tous les champions de la politique internationale de l'époque : Anthony Eden³⁵² de la Grande-Bretagne, coprésident ; Molotov de l'URSS, coprésident ; Georges Bidault³⁵³, puis Mendès France³⁵⁴ pour la France ; Zhou Enlai³⁵⁵ pour la Chine. Les États-Unis, avec le général Bedel Smith³⁵⁶, membres à part entière pour la Corée, se contenteront, pour l'Indochine, d'être de simples observateurs. Sans doute ne veulent-ils pas

³⁵² **Anthony Eden** (1897 – 1977) fut ministre des Affaires étrangères de 1951 à 1955 et Premier ministre de 1955 à 1957.

³⁵³ **Georges Bidault** (1899 – 1983) fut Premier ministre à diverses reprises entre 1946 et 1950, et ministre des Affaires étrangères en 1953 – 1954.

³⁵⁴ **Pierre Mendès France** (1907 – 1982) fut Premier ministre de 1954 à 1955.

³⁵⁵ **Zhou Enlai** (1898 – 1976) fut Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de 1949 à 1976.

³⁵⁶ **Walter Bedel Smith** (1895 – 1961) : après une carrière militaire, il fut ambassadeur en Union soviétique de 1946 à 1948, puis directeur de la CIA de 1950 à 1953. Il devint sous-secrétaire d'État en février 1953. En mai 1954, il se mit d'accord avec Molotov pour diviser le Vietnam en deux. Il quitta cette fonction en octobre 1954 et mourut d'une crise cardiaque en août 1961.

trop s'engager dans l'affaire indochinoise. Ils veulent réserver leur liberté d'action pour l'avenir.

Pour les pays directement intéressés sur le terrain, les délégations militaires arriveront par la suite, pour négocier les Accords militaires de cessez-le-feu. Le Cambodge envoie, à la suite de sa délégation politique, une délégation militaire conduite par le ministre de la Défense et chef d'état-major général³⁵⁷ et d'anciens chefs de la résistance issarak, tandis que la délégation militaire française représente le commandement militaire français pour le Nord-Vietnam, celui du Sud-Vietnam et celui du Laos.

Sur le plan politique, les négociations piétinent durant le mois de mai et de juin pendant le gouvernement Bidault. Celui-ci tombe à Paris. Mendès France qui le remplace promet au peuple français, qui vient de se rendre compte de l'ampleur de la catastrophe de l'aventure indochinoise, d'arriver à conclure la paix au plus tard le 20 juillet 1954, car en Indochine, les combats continuent malgré la capitulation de Diên Biên Phu.

Dans le Nord de l'Indochine, les forces du général Giap, délestées du siège de Diên Bien Phu, se ruent vers le delta tonkinois, en même temps qu'elles investissent les provinces septentrionales du Laos, autour de Luang Prabang, de manière à occuper tout le fief du Pathet Lao.

Au Sud-Vietnam, la situation est stabilisée. Le commandement français garde encore son potentiel militaire avec l'appoint des forces vietnamiennes nouvellement créées.

Au Cambodge, le Vietminh n'arrive pas à percer le mince dispositif de la défense cambodgienne. Les Forces khmères de Kratié, au contraire, remportent un succès éclatant dans la bataille, désormais célèbre, de Srê Chis, aux confins des plateaux moïs. Dans cette bataille, un gros bataillon de Bô dois nord-vietnamiens a été complètement mis en déroute par les forces cambodgiennes.

En fait, au Cambodge, les forces vietminhs ne sont ni assez nombreuses ni assez fortes pour pouvoir s'implanter en permanence en un point quelconque du territoire khmer. Très mobiles, elles refusent presque toujours le combat et fuient devant les forces nationales khmères.

³⁵⁷ Il s'agit de l'auteur lui-même.

Cette situation est capitale pour les débats politiques et militaires qui interviendront au cours de la Conférence.

Au Tonkin, sous la pression des forces vietminhs, le commandement français est contraint d'évacuer le delta du fleuve Rouge et les communautés de Phat Diem et de Bui Chu, puis la garnison de Phuly. De son côté, la population française est obligée de quitter Hanoï dès le commencement de juillet 1954.

Devant cette situation, Mendès France essaye de sauver le maximum. La France a déjà accordé l'indépendance totale au Sud-Vietnam. Elle cède maintenant tout le Tonkin et le Nord-Annam jusqu'au 17^e parallèle à Hô Chi Minh. Les « Trois Ky » deviendront désormais le Nord-Vietnam et le Sud-Vietnam, avec comme frontière commune le 17^e parallèle. C'est la réplique de la solution coréenne.

Pour le Laos, le territoire occupé par les troupes nord-vietnamiennes et le Pathet lao, dans le Nord et le Nord-Est du pays, sera abandonné au Pathet lao, protégé par le Vietminh. Seul le Cambodge pourra garder l'intégralité de son territoire grâce à sa situation militaire avantageuse sur le terrain.

Les négociations khméro-nord-vietnamiennes

Les travaux de la conférence d'Indochine comportent deux phases : une politique, une militaire. Dans la phase politique, toutes les délégations se réunissent avec celles des pays qui ne sont pas impliqués par les combats sur le terrain. Dans la phase militaire, les pays intéressés se réunissent à deux, comme le Cambodge et le Nord-Vietnam, ou à trois, comme pour le Laos et le Sud-Vietnam avec la France et le Nord-Vietnam, en raison de l'implication des troupes françaises dans ces pays.

Il est prévu à la conférence politique que les forces combattantes adverses garderont leur position effective sur le terrain au moment du cessez-le-feu et que le règlement territorial se fera en fonction de ces positions. Ce qui explique que les combats continuent et s'intensifient sur tous les fronts jusqu'au dernier moment.

Il faut observer, d'autre part, qu'il n'y a aucune représentation de la résistance cambodgienne, parmi les délégations politiques. C'est la délégation nord-vietnamienne qui parle au nom de cette prétendue

CHAPITRE XVI : ÉMERGENCE DU CAMBODGE DANS LE MONDE INTERNATIONAL ET LES PÉRIPÉTIES DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE KHMÈRE

Sihanouk catapulté sur la scène internationale

Le fait le plus marquant dans le domaine de la politique extérieure du Cambodge est son émergence fulgurante dans la vie politique internationale.

Au lendemain de la conférence de Genève de 1954, le Cambodge était encore un pays à peu près inconnu du monde international. Certes, les grandes puissances et les autres membres de la Conférence ont commencé à remarquer les fracassantes interventions de la délégation khmère au cours des travaux de cette conférence, mais, dans le monde, on ne connaissait le Cambodge que comme un royaume antique décadent dont il ne reste dans les temps modernes que les vestiges de sa prestigieuse et magnifique civilisation attestée par les célèbres temples d'Angkor.

Les multiples activités de Norodom Sihanouk, comme chef du Gouvernement, comme chef de l'État et, surtout, en tant que Sihanouk lui-même vont changer cette situation humiliante pour l'amour-propre des Khmers. Dès mars 1955, quelques jours après son abdication du trône, il s'envole vers New Delhi où, sous l'inspiration de Pandit Nehru, il se pénètre des principes du *pencha sela*³⁷¹ et de la coexistence pacifique entre les peuples.

Le 16 avril suivant, il assiste, à la tête d'une délégation khmère à la mémorable conférence de Bandung, en Indonésie, des États afro-asiatiques, où se réunit, pour la première fois, l'aréopage des nouveaux ténors de

³⁷¹ *Pencha sela* ou *pancha sila*, les cinq principes de la coexistence pacifique régissant les relations internationales au temps de la Guerre froide : 1) respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ; 2) volonté mutuelle de non-agression ; 3) volonté mutuelle de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des autres pays ; 4) égalité et la coopération pour des bénéfices mutuels ; 5) coexistence pacifique. Ces principes furent élaborés par Nehru le 2 mai 1954 lors de la conférence de Colombo. Ils furent repris l'année suivante à la conférence des Pays non alignés de Bandung. Ils furent à nouveau solennellement proclamés comme la base de la première conférence officielle des Pays non alignés en 1961, à Belgrade, sous l'égide de Tito.

la politique asiatique et africaine. C'est là qu'il se lie d'amitié avec, entre autres, Soekarno³⁷², Nasser³⁷³ et Zhou Enlai.

En décembre 1955, il se rend en visite officielle au Japon où il fait la connaissance de l'empereur Hirohito. À Tokyo, il signe un Traité d'amitié avec le Gouvernement japonais et confirme l'abandon par le Cambodge des dommages de guerre, accepté lors de la conférence de San Francisco de 1951. En retour, le Japon accorde une aide économique de cent millions de yens au Cambodge. C'est pendant son séjour à Tokyo que le prince Sihanouk apprend le vote de l'Assemblée générale des Nations Unies portant admission du Cambodge comme membre de cette organisation.

En janvier 1956, il est invité aux Philippines par le président Magsaysay³⁷⁴. Puis il se rend en février en Chine sur l'invitation de Zhou Enlai. Dans la déclaration commune signée à la fin de cette première visite, une « coopération amicale » est établie entre la Chine et le Cambodge. Cette coopération se traduira, par la suite, par une aide économique importante et continue, consistant en plusieurs usines « clefs en main », construites par les Chinois au Cambodge.

En juin 1956, le prince entreprend une longue tournée des capitales européennes qui le mène indifféremment dans les pays du monde occidental à ceux du monde communiste : Paris, Varsovie, Prague, Moscou, Belgrade, Stockholm, Madrid, Vienne. En élargissant ainsi considérablement le cercle de ses relations internationales, le prince Sihanouk cherche surtout à faire connaître le Cambodge comme un pays neutre, mais d'une neutralité active et non neutraliste. C'est en Yougoslavie qu'il se liera d'une solide et longue amitié avec le président Tito.

Vers la fin novembre 1956, le Cambodge reçoit la visite du président Zhou Enlai qui est accueilli chaleureusement par le peuple cambodgien, surtout quand il vient réaffirmer son respect pour le régime khmer et la non-ingérence de la Chine dans les affaires cambodgiennes.

³⁷² **Soekarno** (1901 – 1970) fut président de l'Indonésie de 1945 à 1967.

³⁷³ **Gabal Abdel Nasser** (1918 – 1970) fut président de l'Égypte de 1954 à 1970.

³⁷⁴ **Ramon del Fierro Magsaysay Sr.** (1907 – 1957) fut président de la république des Philippines, du 30 décembre 1953 jusqu'à sa mort dans un accident d'avion.